

OUI, tou.te.s ensemble, nous pouvons faire échec à l'offensive rétrograde de Macron contre les retraites !

La succession des contre-réformes depuis le livre blanc de Michel Rocard en 1991 a bouleversé la plupart des paramètres du système de retraite et les droits des retraité.es ont régressé: l'âge du départ à la retraite a reculé et le pouvoir d'achat des retraité.e.s a baissé.

Le pouvoir actuel poursuit et aggrave ces politiques menées par tous les gouvernements de droite et de gauche.

Son objectif est de dégrader encore le taux de remplacement (la différence) entre le niveau du dernier salaire net et la pension nette) pour les générations qui viennent et ainsi diminuer encore la part des richesses du travail qui reviennent aux salariéEs pour les transférer au capital.

Nous ne nous laisserons pas plumer !

Nous allons nous mobiliser durablement pour résister à Macron et à ses amis capitalistes et leur faire ravalier leur réforme !

Comme les contre-réformes précédentes, celle-ci s'inscrit dans un **démantèlement progressif de la retraite par répartition**, avec une baisse constante des pensions.

Ainsi, la pension brute moyenne des personnes ayant liquidé leur retraite en 2019 est passée sous la pension moyenne de l'ensemble des retraités (1401 e contre 1430€), après avoir diminué au cours des trois années précédentes. Tout cela pour **ouvrir la voie à la capitalisation et donc à la privatisation** (sur le modèle de la complémentaire santé).

Vivre plus âgé-e-s, oui, mais pas au boulot !

Nous vivons plus vieux, c'est un fait majeur des dernières décennies... et c'est une bonne nouvelle ! Mais avec sa contre-réforme, le gouvernement Borne reculerait l'âge de départ **là où s'arrête l'espérance de vie sans incapacité** (65,9 ans pour les femmes et 64,4 ans pour les hommes). Il n'y a pas de petits profits !



avec **Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE**

Travailler plus longtemps pour enrichir les capitalistes, non merci !

Macron et Borne nous ont déclaré la guerre.

L'âge légal de départ à la retraite passerait de 62 ans aujourd'hui à **64 ans en 2030** et la durée de cotisation serait allongée **dès 2027** de 42 à 43 **annuités** pour une retraite à taux plein. Cette huitième (!) réforme des retraites depuis 1993 obéit à la même logique que les précédentes tout en l'amplifiant: **nous faire travailler plus longtemps tout en baissant le montant des pensions.**

Une réforme pour réduire le déficit ? Quel déficit ?

Après 2019 et sa réforme prétendument au nom de l'équité, le gouvernement revient cette fois-ci à des discours menaçants et culpabilisants plus classiques, une réforme nécessaire au nom du déficit. Pourtant, dans son rapport de 2022, le Conseil d'orientation des retraites (COR) signalait que, malgré le vieillissement progressif de la population, la part des dépenses de retraites dans la richesse nationale serait stable ou en diminution jusqu'en 2070. Mieux, **la branche retraite de la Sécu a connu un excédent de 900 millions en 2021 et de 2 milliards en 2022.** De plus les réserves nettes s'élèvent à 191 milliards de € (8,3% du PIB).

En réalité, cette contre-réforme des retraites serait de **transférer une nouvelle part des richesses produites par les salariéEs au grand patronat**, en dégageant les moyens de réduire drastiquement l'impôt sur les sociétés. Bruno Le Maire l'avait d'ailleurs annoncé dès le mois de juin: « *Nous voulons poursuivre la baisse des impôts et des taxes, pour cela il faut que collectivement nous travaillions davantage, c'est l'objectif de la réforme des retraites, c'était l'objectif de l'assurance chômage, et tout cela va nous permettre de rétablir les finances publiques, baisser la dette, baisser les déficits publics.* »

Sans surprise, le Medef, se dit d'ailleurs satisfait des « décisions responsables et pragmatiques ». Aucune doute, la guerre sociale est déclarée.

La négation de la pénibilité

En septembre 2017, Macron a signé une ordonnance supprimant le compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) au profit du compte professionnel de prévention (C2P) sous le prétexte fallacieux de simplifier le dispositif jugé trop complexe pour les employeurs.

Quatre des dix facteurs de pénibilité, les postures pénibles, les manutentions manuelles de charges lourdes, les vibrations mécaniques, les agents chimiques dangereux, **ont été supprimés**, mettant fin ainsi à la possibilité pour les salariés exposés à ces risques de partir plus tôt en retraite. De ce fait, le dispositif pénibilité est très peu utilisé: depuis 2017 seulement 10.000 salarié.es ont bénéficié d'un départ anticipé, soit à peine 1% des deux millions de comptes ouverts.

Borne a affirmé qu'un plus grand nombre de salarié.e.s pourraient bénéficier du C2P et d'un congé de reconversion permettant de changer de métier. Mais **les facteurs de pénibilité donnant le droit à un départ anticipé en retraite ne sont pas rétablis !**



Ce que défendent les anticapitalistes du NPA

Une retraite pour ne pas perdre sa vie à la gagner

A l'opposé de cette contre-réforme, nous défendons le **retour à la retraite à 60 ans dès 37,5 ans d'activité**, ce qui inclut le travail salarié, les années d'études et de formation dès 18 ans, les périodes sans travail à cause du chômage, de la maladie ou d'un accident, de l'invalidité, de la maternité... Les personnes qui ont vécu la pénibilité au travail doivent bénéficier de leurs retraites dès 55 ans.

L'augmentation de tous les revenus

Sans travail ou en activité, notre combat reste le même. **Augmenter les salaires, c'est plus de ressources pour la Sécurité sociale** car les cotisations sociales augmentent aussi. Le revenu minimum ne doit pas être inférieur à 1800 € net. Les salaires et les revenus dits de remplacement, dont les pensions, doivent être revalorisés de 400 €. S'il est nécessaire d'augmenter les cotisations, cela ne doit pas être réalisé au détriment du pouvoir d'achat des salariéEs.

Le partage du temps de travail

Travailler moins pour travailler touTEs. Diminuer sans perte de salaire le temps de travail à 32 heures (ou moins si nécessaire) et imposer la retraite à 60 ans, ou moins, afin de donner du travail à touTEs les chômeurEs, **c'est aussi donner plus de ressources à la Sécurité sociale** et à sa branche retraite.

L'égalité hommes-femmes tout au long de la vie

Les inégalités de rémunérations hommes-femmes se reflètent aussi sur les pensions. **L'égalité salariale** imposée tout au long de la vie sera un **apport supplémentaire aux caisses de la Sécurité**. Des mesures spécifiques pour le rattrapage des pensions pour les femmes et toutes les victimes de la précarité, notamment du temps partiel



imposé, doivent aussi être exigées.

Le refus des régressions consécutives à la disparition des régimes spéciaux

La fusion de toutes les caisses de base et complémentaires et des différents régimes est souhaitable, mais à la condition impérative de **l'alignement des prestations vers le haut** et sous le contrôle des salariéEs. Les critères de pénibilité doivent aussi être rétablis.

Une sécurité sociale sous notre contrôle

Nous ne confions pas la gestion de nos revenus à des tiers. La part socialisée de notre salaire appartient à nous touTEs, assuréEs sociaux. **Les administrateurEs des caisses doivent donc être élus au plus près des assuréEs**, dotés de réels pouvoirs de décision et révocables si besoin.

Contact: npasaintmalo@gmail.com

Pour nos luttes, pour transformer la société, Une gauche de combat anticapitaliste révolutionnaire et unitaire

Comme la récente contre-réforme de l'assurance chômage, mais aussi le projet de loi Darmanin sur l'immigration (avec des visas toujours plus restrictifs et liés aux « métiers en tension »), la contre-réforme des retraites s'inscrit dans une logique globale: il s'agit **d'imposer à la majorité de la population d'être à la disposition des entreprises, sous la pression du « marché »**. Les capitalistes veulent nous faire payer la crise économique pour garder et même augmenter encore leurs profits !

Nos vies avant leurs profits !

Si Macron et compagnie arrivaient à leurs fins, l'économie capitaliste et ses crises écraseraient encore un peu plus nos vies, en nous contraignant à accepter n'importe quel job, pour n'importe quel salaire, avec des retraites de misère. Il s'agit bien de renforcer l'accapement des richesses par quelques-uns, sur le dos de celles et ceux qui les produisent, dans des conditions toujours plus difficiles et précaires.

Lutter contre cette contre-réforme des retraites, c'est lutter contre Macron et son monde. Cette nouvelle attaque peut donc **servir de déclencheur pour porter l'ensemble de nos colères** : des prix qui explosent, des salaires et des revenus trop bas, des conditions de travail qui se dégradent, des services publics qui se décomposent (à commencer par celui de la santé)...

Grèves, blocages, Macron dégage !

Les journées de manifestations, de grèves et de mobilisations intersyndicales, sont essentielles. Pour gagner, il va falloir **construire un mouvement d'ensemble combinant différentes formes de mobilisation** : sur nos lieux de travail et d'études, dans nos quartiers, dans la jeunesse... Multiplier les espaces de rencontres pour construire ce mouvement, nous organiser en assemblées générales, **nous coordonner pour construire une grève reconductible dans la durée et des manifestations de masse afin de bloquer le pays**. C'est le seul moyen de gagner, de faire sauter cette réforme et de se débarrasser de ce gouvernement au service des plus riches.

Pour cela, il s'agit **d'organiser la riposte par en bas, dans la plus grande unité possible du monde du travail, de l'ensemble des classes populaires et de la jeunesse**, et de leurs organisations. L'unité et la coopération pour faire face aussi à la répression de l'Etat pour protéger les riches et les puissants.

Un autre monde écosocialiste est possible

Deux modèles de société s'affrontent, et aucun compromis n'est possible avec ceux dont la seule préoccupation est d'assurer la survie d'un système en crise, quitte à broyer l'humanité et la planète. À l'heure où la crise climatique causée par ce système productiviste fait rage et où nous sommes pris à la gorge par l'inflation (notamment sur les produits de première nécessité et l'énergie), les capitalistes distribuent 80 milliards de dividendes aux actionnaires du CAC 40...

Contre eux, nous défendons **la rupture avec ce système**. Pour une société où **l'on travaille moins pour travailler touTEs**, et où **l'on produit mieux**, en fonction des besoins et **en respectant la planète**. Pour en finir avec le capitalisme, il faut donc prendre nos affaires en mains et nous organiser pour décider par nous-mêmes comment réorganiser la société.

Dès maintenant, il est nécessaire de construire **l'outil politique d'une gauche de combat** aussi fidèle aux oppriméEs et aux exploitéEs que Macron l'est aux capitalistes et aux patrons: un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, une force pour contribuer au **renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste**.

Saint-Malo le
19 janvier 2023